

Un autre regard sur les espaces de l'engagement : mouvements et figures féminines dans le Moyent-Orient contemporain

par Leyla DAKHLI et Stéphanie LATTE ABDALLAH*

Plusieurs interrogations sont à l'origine de ce numéro consacré aux engagements féminins au Moyen-Orient aujourd'hui¹. D'abord, le constat d'un décalage entre une vision commune des femmes de la région comme cachées voire opprimées et l'émergence de figures féminines portant une vision différente, souvent considérées avec curiosité – parfois avec suspicion – en Europe. Ensuite, la manière dont le féminisme s'est récemment reformulé dans les années 1990 dans la région (démocratisation des mouvements issus des deux premières vagues – années 1920-1940, 1960-1980 –, émergence d'un féminisme islamique) et la multiplicité des groupes et des trajectoires féminines qui ont exploré d'autres formes d'engagement, d'autres voies en marge de préoccupations clairement féministes. Enfin, alors qu'une lecture « par le religieux » tend à s'imposer – pour les femmes encore plus peut-être que pour le reste de la société –, il nous a semblé important de s'interroger sur les liens entre l'engagement spirituel et l'engagement social et politique, pas seulement à l'intérieur des cadres imposés – État, partis à fondement religieux, séculier ou laïc – mais dans la constitution de formes de sociabilité militante originales.

Les espaces et les temps des engagements

La région considérée ici n'englobe pas l'ensemble du Moyen-Orient, elle n'est pas non plus circonscrite à ce que l'on appelle le Proche-Orient. Elle va d'Égypte en Syrie, longeant le littoral méditerranéen (Palestine, Israël, Liban) en passant au sud par le Yémen. Elle comprend surtout des pays de langue arabe, dont la population est majoritairement musulmane. Les femmes qui y vivent et précisément celles dont il s'agit ne forment pas un ensemble homogène : elles se différencient par leurs statuts sociaux, les droits et les devoirs définis par les États et les confessions, la situation politique de manière plus large (cas des femmes palestiniennes incarcérées).

* Historiennes, respectivement membre du secrétariat de rédaction du *Mouvement Social* et chargée de recherche au CNRS (IREMAM, Aix-en-Provence).

1. Les auteures tiennent à remercier ici Claire Fredj, membre du secrétariat de la revue, pour son minutieux travail de relecture.

Il semblerait de prime abord que ce qui sépare soit plus important que ce qui unit en ces territoires. C'est là probablement le premier enseignement de ces études, qui rompent avec les volontés d'englober, de mondialiser, de répartir par zones les questions contemporaines. On trouvera donc ici un répertoire ouvert d'actions, d'interventions et d'autorités féminines, situées dans le temps et l'espace.

Les engagements féminins contemporains sont héritiers de mouvements féministes, qui, au Moyen-Orient, ont suivi des itinéraires assez semblables aux mouvements européens à partir des années 1900, œuvrant pour la conquête de droits nouveaux – en particulier politiques – et pour l'émancipation. Avec la constitution des États modernes, essentiellement après la Seconde Guerre mondiale, ces mouvements ont connu une institutionnalisation nouvelle. Si le féminisme fut alors porté par des mouvements tout d'abord de gauche et en général dans l'opposition aux États post-coloniaux, ces derniers ont souvent tenté de les contrôler et de promouvoir de leur côté un féminisme d'État, leur permettant de faire valoir, notamment aux yeux du monde, l'image de pays modernes et ouverts. Ce féminisme d'État fut pour l'essentiel centré sur une élite éduquée et urbaine. Il trouvait la plupart du temps sa limite dans la question de la démocratisation demandée par les mouvements féminins indépendants dès les années 1950, et dans la volonté conjointe de ces nouveaux États de donner des droits réels aux femmes en prenant leur indépendance vis-à-vis de l'ordre communautaire et religieux. Ainsi, les lois sur le divorce achoppaient sur la question de la répudiation, de la polygamie ou de l'héritage dans de nombreux cas (chez les musulmans, comme chez les coptes ou les juifs orthodoxes...). La capacité militante des femmes, après avoir largement servi la cause de l'indépendance nationale, fut également investie dans d'autres causes, notamment par les mouvements de l'islam politique, ou par des revendications liées à l'ouverture démocratique et à la place de femmes issues de groupes et de classes sociales politiquement minoritaires. Ces mouvements ont à partir des années 1990 poussé les femmes à s'emparer fortement du politique, jusqu'à être dérangés par l'indépendance qu'elles ont fini par prendre.

La filiation entre les mouvements féministes et les formes d'engagements féminins contemporains peut alors sembler difficile à percevoir. La rupture n'est pourtant qu'apparente. D'abord, les premières féministes arabes ont tracé des voies que suivent les femmes d'aujourd'hui, sans les remettre en question : accès massif à l'éducation, droit de vote, représentation dans le monde du travail et dans les institutions, conquête d'un certain nombre de droits minimaux, place et fonction des femmes dans la vie publique et religieuse... Ensuite, les mouvements féministes eux-mêmes, au moment de leur plein essor, ont cohabité avec des mouvements moins visibles qui relevaient d'autres formes d'organisation comme les communautés soufies ou les divers cercles religieux ou groupes de prière. Ces groupes ne sont pas nés dans les années 1980 ou 1990, ils ont simplement trouvé dans un nouveau contexte politique et social des voies d'expression plus

manifestes, et rencontré un engouement plus grand de la part de femmes marquées par le renouveau religieux et par la volonté d'accéder à toutes les formes du savoir et de l'action dans le monde, et plus seulement par le militantisme politique. Par ailleurs, ces engagements de type pieux ont également correspondu à des choix plus individuels, d'ordre éthique, à même de répondre en partie à un désenchantement du collectif et à une quête morale d'autres modes de vie.

Ne trouvant pas forcément dans l'institution des voies d'organisation et d'expression libres, les femmes ont depuis les années 1990 (ré)investi des territoires hors de l'État et des partis officiels. Loin de se confiner à une « sphère de l'intime » ou du privé que l'on peine à définir et à atteindre, elles se sont engagées dans d'autres mouvements, associations ou ONG de femmes/ féministes et politiques, mais aussi dans des mouvements de piété, des réseaux sociaux plus informels, hors de la militance traditionnelle. L'attention à ces mouvements, qui ne sont pas nouveaux mais ont été rénovés et ont gagné de l'influence, permet de définir d'autres rapports entre le féminisme, le politique et le spirituel, le collectif et l'individuel. Ces formes d'organisation ne séparent pas des territoires, elles ont au contraire vocation à agir sur la société, par la diffusion d'un mode de vie, de « techniques de soi », élaborant une conduite, des vertus et des valeurs à usage collectif. Elles développent aussi des réponses à des questions de société et à des situations de crise : chômage, violences conjugales, absence de liberté...

La question se pose toutefois de savoir si ces mouvements peuvent être considérés comme des mouvements féministes. Tout d'abord, ils ne se revendiquent généralement pas tels. Pourtant nous estimons que, même si la visée n'est pas toujours celle des droits féminins, il s'agit de mouvements qui placent au centre de leur action la revendication ou la mise en jeu de rôles nouveaux pour les femmes dans la société et/ou la réalisation de soi. En cela ils agissent comme des mouvements féministes, tout en composant avec l'état de leur société et la situation politique. Le plus souvent, ils s'inscrivent également dans une démarche de conciliation entre foi et égalité. Comme nombre de mouvements politiques et pratiques sociales contemporains, ils visent, à l'intérieur d'une situation donnée, à fabriquer des modèles, des liens pour faire émerger un pouvoir féminin, ou une manière individuelle, affirmée et choisie d'« être soi ».

Le regard porté sur ces mouvements nécessite de fabriquer un outillage méthodologique spécifique. Le plus souvent, ces mouvements informels ne laissent que peu de traces écrites. Lorsqu'elles existent, elles sont souvent délicates à manier (hagiographiques ou très critiques). C'est la raison pour laquelle la plupart des études présentées ici croisent des approches fondées sur des sources écrites et des entretiens avec des actrices de ces mouvements. Cette contrainte est également celle qui pèse sur la possibilité de travailler sur un temps plus long, de donner une profondeur historique à ces phénomènes. L'essentiel des articles réunis ici portent sur

la période très contemporaine, voire sur le temps présent, même s'ils cherchent à situer leur objet dans une histoire des engagements féminins.

Trois fils directeurs

Les articles de ce numéro, tout en restituant la grande complexité des engagements féminins au Moyen Orient, se regroupent autour de quelques thèmes communs.

Un premier fil est constitué par la question de la spiritualité et la manière dont elle est travaillée par les femmes, dans une démarche autant politique que religieuse, dans un combat quotidien. Elle est centrale dans la contribution de Catherine Mayeur-Jaouen autour de la construction de l'autorité d'une sainte copte contemporaine, Umm Irînî ; elle est au cœur des préoccupations des grandes bourgeoises du Caire réunies dans des salons pour étudier le Coran que nous décrit Sofia Nehaoua, comme des membres des cercles socialement plus mixtes de la *Qubaysiyya* à Damas analysés par Aurelia Arditto. Toutes ces femmes, qu'elles aient un parcours solitaire exemplaire ou qu'elles recherchent des formes de communautés, sont des réformatrices de la foi. Elles investissent la religion comme un champ d'expérimentation et se l'approprient. Ce qui frappe dans ces engagements, c'est à la fois leur radicalité – qui les met parfois en marge de la société (par le choix du célibat par exemple) – et la manière dont ils s'insèrent dans le quotidien. Ils sont avant tout des manières de répondre à la disparition des liens sociaux en contexte urbain et de se mettre en accord avec une exigence de rigueur et d'austérité. Ils répondent aussi et développent des phénomènes de mode, d'entraînement – autour du port du *niqab* au Caire ou de la tenue codée des *Qubaysiyyât* à Damas. Ces signes extérieurs sont, on le comprend, autant des actes de foi que des signes de reconnaissance.

Le deuxième lien tissé entre les textes a plus à voir avec le statut, la place sociale des femmes. Il croise la question spirituelle lorsqu'il s'agit de définir ou de créer une spiritualité féminine et la dépasse largement lorsqu'à partir de leur perception du rôle de la femme en société et en politique, ces mouvements luttent pour faire émerger une parole et pour agir. Ainsi les juives orthodoxes israéliennes définissent, en s'organisant dans un cadre très contraint, un espace de défense de leurs droits, mais aussi d'expression d'une politique émergente, telle que la décrit Valérie Pouzol. C'est aussi la démarche adoptée dès 1928 par une jeune druze, théologienne et féministe, imposant une interprétation réformatrice de la religion alors qu'un mouvement islamique rigoriste et rétrograde, partisan d'une ségrégation forte des sexes, décide de s'appuyer sur l'obligation du port du *hijab* comme moyen de reconnaissance et de contrôle (Leyla Dakhli). Ici, il s'agit de réagir à l'assignation des femmes à un seul rôle, une seule voix. L'exemple de Saïda, shaikha au Yémen, montre bien comment la distribution genrée des rôles peut se trouver contredite par l'imposition d'autres formes d'autorité (Maggy Grabundzija).

Enfin, il faut souligner une rupture forte avec les travaux antérieurs sur l'engagement des femmes au Moyen-Orient, visible à la lecture des travaux publiés ici. La question nationale a été transformée et réappropriée par certains mouvements féminins, s'est déployée dans d'autres sphères locales et mondiales, et s'est détachée de certains groupes, comme elle s'est détachée d'autres mouvements dans la région. Elle reste un facteur d'identification fragmenté et en pleine reformulation quand elle est malmenée par l'âpreté des conditions sociales et politiques et relève d'une injonction quotidienne qui construit une manière politique d'être soi ou est incorporée en particulier pour les Palestiniennes des Territoires occupés et d'Israël (articles de Stéphanie Latte Abdallah et d'Elisabeth Marteu), mais elle ne constitue ni le seul cadre d'expression ni l'enjeu majeur.

Finalement, c'est bien un paysage en recomposition que dessinent les contributions de ce numéro : engagements pour asseoir une position ou pour l'inventer, pour définir un rôle conjoint des femmes en société, en religion et, dans une moindre mesure et selon des formes neuves, en politique.